

Jeudi 28 Mars 1872

PAIX DU NUMÉRO : — Départements : 15 CENTIMES.

Les Manuscrits ne seront pas rendus

RÉDACTION : PARIS, RUE MONTMARTRE, 123

Directeur politique gérant : LEONCE DÉTROYAT

Jeudi 28 Mars 1872

Années : MM. Ch. Lagrange, Cerf et Co, 6, place de la Bourse

40 FR. PAR AN.—24 FR. PAR SEMESTRE.—13 FR. PAR TRIMESTRE

BUREAU : PARIS, RUE MONTMARTRE, 126

Administrateur : LOUIS GAL

LA LIBERTÉ

AVIS

Nous offrons à nos abonnés, à des conditions exceptionnelles, deux remarquables collections représentant les vœux principaux du VIEUX PARIS détruit par le temps et LES RUINES DE PARIS incendié par la Commune. (Voir les annonces.)

Nous prions nos lecteurs d'annoncer l'abonnement expiré le 31 mars de vouloir bien nous adresser au plus tôt leur renouvellement s'ils veulent éviter le retard que l'importance de cette échéance trimestrielle pourrait leur occasionner.

Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de l'envoi de 50 centimes.

40 fr. par an. — 24 fr. par semestre et 13 fr. par trimestre

LES TÉLÉGRAMMES

DE LA NUIT ET DU MATIN

France
Marseille, 26 mars, soir.
On écrit que les relations officielles entre le pape et la Russie seront rompues prochainement. Le pape, recevant une députation des sociétés catholiques de Rome, a dit que la formation d'un si grand nombre de sociétés soutenant les combats du Seigneur et animées d'une sainte émulation adoucit ses amertumes. Nous les louons, a-t-il ajouté, de réunir leurs forces pour défendre la foi et maintenir les droits et la liberté de l'Eglise; nous les engageons à obéir à l'enseignement inflexible de l'Eglise et à être soumis aux évêques afin de conserver l'intégrité de leur foi, et de triompher des erreurs des méchants. Nous espérons que Dieu changera sa colère en miséricorde et que les méchants reconnaîtront que les fidèles sont protégés par le ciel.

Belgique
Bruxelles, 26 mars.
Une forte explosion de chaudière à vapeur vient d'avoir lieu dans une filature de laine située à la porte Hal.
La chaudière de la filature s'est écroulée.
On croit qu'il y a huit morts et un grand nombre de blessés.

Italie
Rome, 26 mars.
Aujourd'hui a eu lieu, à l'Université, l'inauguration d'un monument élevé à la mémoire des étudiants romains tombés sur les champs de bataille pour l'indépendance italienne.
Les discours des professeurs et des étudiants ont été très applaudis.

Russie
Saint-Petersbourg, 26 mars.
L'impératrice est partie ce matin pour la Crimée. (Agence Havas.)

PARIS, MERCREDI 27 MARS 1872

LE BULLETIN POLITIQUE

Les députés se sont réunis hier dans leurs bureaux pour élire la commission qui sera chargée d'examiner la proposition déposée par M. Victor Lefranc et relative à la prorogation des conseils généraux. Dans la discussion qui a précédé l'élection des commissaires, le projet gouvernemental a rencontré des adversaires appartenant sans distinction à toutes les opinions de l'Assemblée; et l'on a remarqué que les membres du centre gauche et de la gauche modérée n'ont pas été les moins ardents à élever contre lui des objections de droit et de fait, qui méritent toute considération.

En droit, il ne s'agit pas seulement d'abroger un article de la loi départementale votée il y a un an à peine; mais ce qui n'est pas moins grave, au annule du même

coup les délibérations des conseils généraux qui ont fixé légalement l'époque de l'ouverture de leur session. On interrompt ainsi, dès le début, le fonctionnement d'une loi nouvelle à laquelle le pays a attaché, non sans raison, la plus grande importance. On ne se contente pas de revenir sur un droit légalement accordé, alors qu'il n'a pas été exercé et qu'il doit encore dans la Constitution; on le surprend en plein exercice, et le Gouvernement lui impose le hola, en prétextant qu'il a changé d'avis et que ce qui lui a paru opportun d'une manière absolue il y a quelques mois, lui paraît maintenant inopportun dans l'espèce. Cette contradiction de volonté à une si courte distance, cette dépense de pouvoir court le risque de surprendre désagréablement l'opinion; et la souveraineté de l'Assemblée, qui a certainement le droit de modifier ou de reprendre ses résolutions, ne serait pas une excuse suffisante de la mesure proposée par le Gouvernement, si cette dernière ne se fondait pas sur des plus graves raisons que ce droit incontestable.

Or, les renseignements fournis par les membres de la commission du budget ont permis aux adversaires de la proposition Victor Lefranc de soutenir que l'équilibre de l'exercice de 1872 pouvait s'obtenir avec les ressources déjà votées ou acceptées d'un commun accord par la commission et le Gouvernement. La discussion engagée de ce chef ne pourrait être que fort courte et ne saurait, en tout cas, s'étendre au delà du 24 avril. M. Thiers, en demandant à l'Assemblée de prolonger la session de quelques jours encore, permet de croire qu'il veut jeter et étouffer le redoutable débat sur les matières premières entre ces deux échéances fatales.

La plupart des députés réunis dans les bureaux se sont refusés à admettre la possibilité d'une pareille intention. L'Assemblée a, en effet, une opinion déjà faite sur la valeur théorique de l'impôt sur les matières premières; elle l'a condamnée, en très grande majorité, au nom de la science. Pour revenir sur ce préjugé très réfléchi, il faudrait que la nécessité de cet impôt, l'impossibilité de lui trouver des équivalents lui fussent démontrées par une lumineuse et profonde discussion. Ce n'est donc pas dans un débat écourté, et alors que la commission reconnaît, celle du budget, prétend que l'équilibre du budget de 1872 est assuré, qu'un tel revirement peut être espéré et tenu sans imprudence par le Gouvernement.

Les quinze commissaires élus ont personnellement cette opinion générale dans la Chambre, et dix d'entre eux se sont déclarés opposés à la loi.

L'autorité vient d'interdire la publication du journal *la Constitution*. On assure, en outre, qu'une mesure semblable a été prise contre une feuille bonapartiste et que des poursuites seraient dirigées contre la *Revue française*. L'opinion de la *Liberté* sur de semblables mesures est bien connue; et nous n'avons pas besoin de répéter ici que nous les condamnons avec énergie.

Lord Hartington, secrétaire en chef de l'Irlande, a donné hier des explications à la Chambre des communes sur la situation de ce malheureux pays. Il résulte de ses paroles que le rétablissement de l'état normal ne doit pas y être espéré de longtemps; encore le nombre des crimes agraves a diminué sensiblement, il est vrai; mais on continue à faire des saisies d'armes que l'on suppose destinées aux fanatiques, et le maintien du régime extraordinaire, imposé à la Pologne anglaise, paraît toujours nécessaire. M. Macfie a appelé, dans la même séance, l'attention du gouverne-

ment sur l'insuffisance de la défense des côtes d'Ecosse et a proposé de procéder immédiatement aux travaux qui peuvent les rendre moins accessibles.

Les dépêches de Madrid nous annoncent que de légers troubles auraient éclaté à Grenade, à la suite de la suspension de l'*ayuntamiento* ou municipalité, par décision du juge. Mais la tranquillité aurait été rapidement rétablie.

Nous trouvons plus loin le texte de la loi par laquelle l'Assemblée nationale a autorisé la Ville de Paris à employer au paiement des dépenses extraordinaires pour le budget de 1871, restant à recouvrer sur les produits de l'Emprunt 1869.

QUESTION DU JOUR

LE JOURNAL LA CONSTITUTION

La publication du journal *la Constitution* vient d'être interdite par arrêté du général de Ladmirault, gouverneur de Paris. Il y a dans cette mesure l'indice d'un tempérament particulier au Gouvernement de la République française: la prorogation indéfinie de l'état de siège, du régime du bon plaisir.

Quand nous disons du gouvernement du bon plaisir, c'est à dessein, car l'arrêté que nous publions plus loin ne daigne même pas exposer les motifs qui ont induit le conseil des ministres à ratifier la décision prise par le gouverneur de Paris.

Nous aurions pu, il y a quelques mois déjà, nous efforcer de ceux de plusieurs de nos confrères de la presse, pour arriver à la suppression de l'état de siège. Si nous nous sommes abstenus, c'est que le maintien de l'état de siège paraissait imposé au Gouvernement lui-même par la nécessité de renvoyer à la même juridiction les membres de la Commune, ses adhérents et les exécuteurs de ses actes sauvages; le maintien de l'état de siège apparaissait encore comme l'unique moyen, en présence de notre armée dispersée, de nos services administratifs désorganisés, de conserver au Gouvernement sa force, son autorité, sa rapidité d'action. Voilà pourquoi, adversaires déclarés des mesures de rigueur, des mesures exceptionnelles, nous nous sommes abstenus de réclamer la levée immédiate de l'état de siège.

Aujourd'hui, tous les accusés de la Commune sont arrêtés ou poursuivis. On a même donné aux agents du Gouvernement l'ordre de surseoir aux arrestations, qu'un zèle intempestif maintenait à un chiffre vraiment hors de proportion; en un mot, justice est faite; l'état de siège ne paraît plus avoir d'autre objet que de donner au président de la République et à ses agents un droit absolu sur les manifestations de la pensée, sur le droit de contrôle, de critique, d'appréciation, qui, dans toute société régulièrement et librement organisée, appartient à la presse.

Dans ces conditions, l'état de siège est une menace pour la liberté de tous, et malgré l'appui que par patriotisme nous prêtons au Gouvernement, nous ne nous sentons plus la force de garder le silence sur un système de gouvernement qui, portant atteinte aujourd'hui à la liberté d'autrui, pourra attenter à la nôtre.

Un gouvernement armé de pouvoirs exceptionnels n'a qu'un moyen de faire accepter la dictature dont il est investi: il doit, dans la répression, dans l'emploi de la force, dans la dérogation aux lois, s'appuyer sur les manifestations de l'opinion publique, qui donnent à ses actes une sanction contre laquelle les arguties, les

déclamations de l'opposition restent impuissantes.

Tout cela manque au Gouvernement de M. Thiers. Nous venons de parcourir les derniers numéros du journal *la Constitution*, et à moins qu'il s'agisse d'un procès de tendance, nous n'y avons rien trouvé d'insolite pouvant motiver l'interdiction dont ce journal vient d'être frappé.

Quelques journaux prétendent qu'un article intitulé *la Guillotine sèche* a fait à débordement le vase. Cet article déclamatoire, destiné à censurer la loi récente sur la déportation, et à assimiler la mort lente qui attend là-bas les condamnés à la mort foudroyante de la guillotine, ne nous a pas paru plus exagéré, plus violent que ses aînés.

Le *Sicile* annonce déjà que cette exécution ne doit pas être isolée et que la suspension d'un journal bonapartiste doit témoigner prochainement de l'impartialité de M. Thiers; le même journal annonce enfin que des poursuites doivent être dirigées contre la *Revue française*.

En présence des tendances manifestes du Gouvernement à étouffer toute discussion, à substituer son autorité indiscutable à celle des lois, il ne nous reste plus qu'à réclamer énergiquement la levée de l'état de siège, seul moyen d'assurer la liberté de la presse.

JULES DE PRACY.

L'ajournement des Conseils généraux

On n'a pas oublié qu'à la séance d'avant-hier, lundi, M. le ministre de l'intérieur avait déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale un projet de loi ainsi conçu:

« Pour cette année et à raison des circonstances, l'ouverture de la prochaine session des conseils généraux aura lieu le 8 avril, pour ceux de ces conseils qui l'auraient fixée à une date antérieure. »

L'urgence ayant été prononcée, les bureaux se sont réunis hier, à une heure, à l'effet de nommer les membres de la commission chargée d'étudier le projet de loi.

Si nous en croyons le *Journal des Débats*, la majorité des commissaires élus serait nettement opposée au projet du Gouvernement.

En droit, les adversaires du projet auraient fait remarquer qu'il ne s'agissait pas seulement d'abroger, par une disposition nouvelle, un article de loi organique, ce qui serait déjà fâcheux; mais qu'on proposait en outre à l'Assemblée d'annuler les délibérations d'un certain nombre de conseils généraux, ce qui serait d'un plus mauvais effet encore.

En fait, si la Chambre adoptait le projet du Gouvernement, il serait à craindre que celui-ci n'en profitât pour étouffer la grave question des impôts sur les matières premières.

Nous sommes curieux de connaître les raisons que le Gouvernement compte opposer à ces arguments de droit et de fait.

Sur la question de fait, le Gouvernement pourra bien protester de la pureté de ses intentions. Sur la question de droit, le doute n'est pas possible. L'article 23 de la loi du 10 août 1871 est formel:

« Les conseils généraux ont chaque année deux sessions ordinaires. »

La session dans laquelle sont délibérés le budget et les comptes, commence de plein droit le premier lundi qui suit le 15 août, et ne pourra être retardée que par une loi.

L'ouverture de l'autre session a lieu au jour fixé par le conseil général dans la session du mois d'août précédent. »

Or, ce jour a été fixé — c'est du moins ce qui résulte de l'exposé des motifs — par vingt-cinq conseils généraux.

LE BULLETIN FINANCIER

Les cours sont plus faibles aujourd'hui et les affaires sont plus restreintes sur la Rente et sur l'Emprunt. Nous n'en persistons pas moins à croire à la hausse sur le 3 0/0 et le 5 0/0 liquidation; la place nous paraît très chargée à la baisse, et il y aura des rachats en quantité considérable.

Le 3 0/0, au comptant, est à 56 95. Le 5 0/0 fait 82 1/2. Le Morgan fait 516 25.

Les Ville sont plus fermes; on constate quelques affaires sur les Obligations 1871, qui se tiennent à 254.

Les actions des Sociétés de crédit sont délaissées. On cote à 3,700 fr. la Banque de France; 920 fr. le Foncier; l'Egyptienne fait 610 fr.

Sur les actions de chemins de fer, on se tient très ferme. Notons particulièrement la hausse des actions de l'Ouest, qui sont cotées 532 50 au comptant; l'Orléans est à 890; le Nord est à 1,000 fr. après 1,005; l'Est est à 510 fr.

Les obligations des Chemins de fer des grandes lignes sont demandées à de bons prix. Notons les Transatlantiques à 250; le Gaz à 712 50. Le Suez fait 237 50. Les Délégations sont à 200.

L'Italien a conquis le cours de 70 francs. L'Extérieure est à 30 7/8. Aussitôt que l'opération dont nous avons parlé hier sera en voie d'exécution, nous verrons sans doute une reprise de ce fonds d'Etat. Le Turc est à 52 1/2. Les obligations ottomanes 1869 sont à 320.

Parmi les valeurs étrangères nous devons constater la bonne tenue persistante des actions de la Banque ottomane: elle est, au comptant, à 637 50. L'Espagnol se maintient.

Parmi les chemins étrangers, nous voyons l'Autrichien à 888 75, le Lombard à 480.

Le marché a des dispositions à la mollesse. On fait peu d'affaires.

Trois heures. — Bourse un peu plus faible en fermeture. Le 3 0/0 est à 55 92 1/2; l'Emprunt à 89 35, et l'Italien à 69 95.

D'ANJOU.

LES TÉLÉGRAMMES

DE TROIS HEURES

Nancy, 26 mars, soir.
Depuis ce matin, les menuisiers et les charpentiers sont en grève.

Calme parfait.

Lyon, 27 mars.

Le *Journal de Lyon* déclare inexact que le 1^{er} conseil de guerre soit déjà saisi de l'affaire Crémier-Arbinet. L'information est inexacte, mais le rapport du commissaire du gouvernement n'a pas été adressé au ministre de la guerre, qui seul peut ordonner les renvois devant les conseils de guerre.

London, 27 mars.

La *Gazette officielle* publie une note du gouvernement japonais annonçant que, quoique la prohibition d'exportation du riz continue à être en vigueur, à l'avenir le gouvernement vendra publiquement, dans les ports ouverts aux japonais et aux étrangers pour l'exportation, le surplus du riz existant en magasin.

Berlin, 26 mars.

L'empereur Guillaume est complètement remis de son indisposition.

Vienne, 27 mars.

La *Gazette officielle* publie la nomination du colonel Horst comme ministre de la défense nationale. Le colonel Horst n'est jusqu'ici chargé de ce poste que provisoirement.

Madrid, 26 mars.

A la suite d'une réunion tenue ici par douze membres de la Société Internationale, une altercation s'est élevée entre deux d'entre eux au sujet de questions intéressant cette Société. L'un des deux a blessé son adversaire d'un coup de revolver. L'agresseur a été arrêté.

On mande de Grenade que de légers troubles ont éclaté dans cette ville, en suite de la suspension de l'*ayuntamiento* par décision du juge, suspension motivée par l'altération des listes électorales. La garde civile a tiré en l'air. Un individu a été légèrement blessé. La tranquillité a été, hier soir, complètement rétablie.

Rome, 27 mars.

Le prince et la princesse de Galles viennent d'avoir une longue et cordiale audience de Sa Sainteté.

Le pape a félicité le prince de sa guérison; il a remercié la reine Victoria de ses constantes témoignages de sympathie pour lui et de ses éloges qu'elle témoigne aux catholiques; le pape a fait l'éloge de l'esprit religieux du peuple anglais.

(Agence Havas.)

DERNIÈRE HEURE

On nous écrit de Versailles:

La commission pour l'ajournement de la session des conseils généraux s'est réunie à une heure. La discussion devant l'Assemblée viendra probablement aujourd'hui même.

Le Gouvernement ne semble pas tenir absolument au projet, mais il paraît décidé à insister énergiquement pour que l'As-

semblée ne se sépare pas sans avoir statué sur le budget et les nouveaux impôts.

Le rapport de la commission des capitulations sur l'affaire de Metz n'a pas encore été transmis au président de la République.

Il est probable que le conseil d'enquête n'aura pas terminé l'examen de la capitulation de Metz avant la fin de la semaine prochaine. On assure qu'il se propose d'entendre encore une fois le maréchal Bazaine.

Depuis hier, deux nouveaux membres de la commission chargée de l'examen du projet de loi Victor Lefranc sur la prorogation des conseils généraux, sont passés aux adversaires de la loi.

M. Thiers est en ce moment à la commission. Il est probable qu'il prendra la parole en séance publique.

La commission du 18 mars a tenu aujourd'hui une nouvelle séance, où elle a examiné les différentes réclamations qui lui sont parvenues directement.

La commission a décidé qu'elle recevrait jusqu'au 11 avril inclusivement toutes les réclamations, toutes les demandes en rectification qui lui seraient adressées. Il sera statué le 12 avril et jours suivants sur ces réclamations, qui figureront dans le troisième volume actuellement sous presse.

L'amiral Pothuau, ayant fait mettre à l'étude un projet de réorganisation du corps d'ouvriers des arsenaux maritimes, les préfets maritimes de Brest, de Cherbourg, de Rochefort et de Toulon, viennent de recevoir avis d'avoir à donner, sur cette question, tous les renseignements qu'ils pourront réunir. Le travail projeté a deux buts: 1^o former un corps d'ouvriers spéciaux: forgerons, ajusteurs et mécaniciens, aptes à monter, démonter et réparer les ponts, canots et canonnières; 2^o constituer des réserves à ces corps spéciaux.

On annonce une prochaine tournée de M. Gambetta dans les départements de l'Ouest.

après une longue délibération, ont nommé rapporteur M. Waddington. Le rapport sera vraisemblablement déposé et discuté demain en séance publique.

La séance s'est ouverte sur un long discours de M. Clapier au sujet du projet de loi tendant à élever de 34 à 48 millions la limite maximum de l'émission de la Banque d'Algérie. M. Clapier, qui avait déjà entretenu la Chambre de cette même question durant plus d'une heure à la fin de la séance d'hier, n'a pas eu besoin de moins d'une heure pour achever aujourd'hui sa démonstration; je devrais dire son réquisitoire contre la Banque d'Algérie. M. Clapier se défie beaucoup de la Banque d'Algérie. Il trouve que la situation de ce grand établissement de crédit qui a donné, cette année encore, 13 0/0 de dividende à ses actionnaires, ne justifie aucunement la demande de secours qu'il adresse à l'Assemblée. Et puis M. Clapier craint que la Banque d'Algérie ne méseuse de l'émission nouvelle et que son bilan ne se déprécie. Les conclusions du terrible orateur sont fort heureusement en désaccord avec les considérations qu'il a si longuement développées: il ne s'oppose pas d'une manière absolue à l'augmentation d'émission demandée, mais il propose d'en baisser le maximum de 48 à 44 millions.

La Chambre, au surplus, n'adopte pas l'amendement et le projet de la commission est voté.

Vient ensuite la loi concernant les fabriques de liqueurs. Nos lecteurs la connaissent déjà, et ils trouveront au compte rendu des développements très suffisants sur les articles qui avaient été renvoyés à la commission et dont l'Assemblée a été, aujourd'hui, saisie pour la seconde fois.

On commence la discussion du budget de la marine; le projet de loi opère une réduction de 20 millions sur le budget de 1871, à laquelle la commission a ajouté 3 millions 100,000 fr. de nouvelles économies.

L'amiral La Roncière Le Noury s'est élevé avec une très grande force contre le système des économies à outrance, qui auraient pour résultat de reléguer notre marine au rang des marines européennes de second ordre; et il a annoncé qu'au moment de la discussion du budget de 1873, il proposerait à la Chambre de revenir sur certains chiffres du budget de 1872, qui ne lui paraissent acceptables qu'à raison des graves nécessités actuelles.

L'amiral Pothuau a eu plus de succès en défendant les économies réelles. Il s'est attaché à démontrer que ces économies ne désorganiseraient pas les services, et il a affirmé l'intention arrêtée du gouvernement de ne se laisser distancer dans aucune étude, dans aucun progrès intéressant la marine.

Les banes étaient presque vides au moment où M. le président a mis aux voix la clôture de la discussion générale.

Demain, on commencera à une heure et on fera l'appel nominal si la Chambre n'est pas au complet.

REVUE DES JOURNAUX

La *Gazette de France* est dure pour l'Univers. Sans s'inquiéter des raisons, vraies ou fausses, qui ont dicté son attitude dans la question des pétitions catholiques, elle va droit aux personnalités. Le tout dans une note sèche et acerbe, mais pleine et débordante de ressentiments accumulés.

C'est la haine, dit la *Gazette*, qui inspire l'Univers. Or, la haine est mauvais conseiller, il devrait le savoir; et quant il rappelle « les retentissantes brochures de Mgr Dupanloup » pour relever sa gloire, à lui, l'Univers, nous sommes bien obligés de le prévenir qu'il tombe tout simplement dans le grotesque.

L'Univers a accordé toute sa confiance à Bonaparte, il a engagé Pie IX, la cour de Rome, les Français, toute la catholicité à se fier sans réserve au conspirateur de Forlì, de Boulogne,

La cour de Bourges a, dit-on, l'intention d'évoquer l'affaire de M. de Flavigny, préfet du Cher. On sait que ce dernier a écrit à M. Daru, président de la commission du 18 mars, une lettre fort vive dans laquelle il proteste contre la déposition de M. le premier président de la cour de Bourges. Cette lettre a eu un retentissement considérable dans le département du Cher. La cour y relèverait le délit d'offenses contre son premier magistrat.

L'Assemblée vient de voter sans discussion la loi suivante, concernant les douzièmes provisoires:

La perception des impôts indirects et des revenus publics, autorisée jusqu'au 1^{er} avril 1872 par la loi du 18 décembre dernier, continuera d'être opérée jusqu'à la fin de l'année courante, conformément aux lois en vigueur.

Nous avons entretenu nos lecteurs d'une entrevue qui aurait eu lieu entre M. Rouher et le général de Cissey. Si nous nous en rapportons à des informations que nous avons tout lieu de croire exactes, cette entrevue aurait été motivée par certains procédés vexatoires du Gouvernement à l'égard de la Compagnie maritime Valéry, de Marseille. On sait que cette Compagnie compte beaucoup de bonapartistes parmi ses administrateurs.

Le gouvernement aurait-il craint la possibilité d'un débarquement effectué à l'aide des bateaux de cette Compagnie?

Quoi qu'il en soit, nous croyons savoir que M. Rouher aurait saisi cette occasion d'affirmer au ministre de la guerre qu'une telle pensée était très éloignée de l'esprit de l'exilé de Chislehurst.

M. Castelar, l'un des chefs du parti républicain, membre des Cortes espagnoles, est arrivé ce matin à Paris.

On annonce également l'arrivée à Paris de M. Carvalho-Meira, chargé d'affaires du Brésil. M. Carvalho-Meira est porteur des dépêches de son gouvernement.

Bourse du 27 Mars	Précéd.	Premier	Plus	Dernier	Obligations	Précéd.	Dernier	Bourse	Baisse
3 0/0	55 95	56 05	56 15	56 25	Départ. de la Seine	216 35	217 75	216	2 50
5 0/0	82 1/2	82 3/4	82 5/8	82 7/8	Départ. de la Seine	216 35	217 75	216	2 50
4 0/0	80 1/2	80 3/4	80 5/8	80 7/8	Départ. de la Seine	216 35	217 75	216	2 50
10 0/0	100 1/2	100 3/4	100 5/8	100 7/8	Départ. de la Seine	216 35	217 75	216	2 50
15 0/0	115 1/2	115 3/4	115 5/8	115 7/8	Départ. de la Seine	216 35	217 75	216	2 50
20 0/0	130 1/2	130 3/4	130 5/8	130 7/8	Départ. de la Seine	216 35	217 75	216	2 50
25 0/0	145 1/2	145 3/4	145 5/8	145 7/8	Départ. de la Seine	216 35	217 75	216	2 50
30 0/0	160 1/2	160 3/4	160 5/8	160 7/8	Départ. de la Seine	216 35	217 75	216	2 50
35 0/0	175 1/2	175 3/4	175 5/8	175 7/8	Départ. de la Seine	216 35	217 75	216	2 50
40 0/0	190 1/2	190 3/4	190 5/8	190 7/8	Départ. de la Seine	216 35	217 75	216	2 50
45 0/0	205 1/2	205 3/4	205 5/8	205 7/8	Départ. de la Seine	216 35	217 75	216	2 50
50 0/0	220 1/2	220 3/4	220 5/8	220 7/8	Départ. de la Seine	216 35	217 75	216	2 50
55 0/0	235 1/2	235 3/4	235 5/8	235 7/8	Départ. de la Seine	216 35	217 75	216	2 50
60 0/0	250 1/2	250 3/4	250 5/8	250 7/8	Départ. de la Seine	216 35	217 75	216	2

de Strasbourg, à l'auteur de la lettre à Edgar Ney, dans lequel il avait découvert, en dépit de son passé, un envoyé du Trésor. En revanche, il refuse toute confiance à l'évêque d'Orléans et aux députés catholiques de l'Assemblée. S'il voulait bien renoncer quelques instants à ses jalousies colériques pour méditer sur la situation que lui fait cette singulière anomalie, il reviendrait, on peut l'espérer, à des sentiments meilleurs et rentrerait dans les voies régulières du bon sens.

La Presse craint que la proposition déposée hier par M. Victor Lefranc, et tendant à provoquer l'ouverture de la session des conseils généraux, ne cache le désir bien arrêté de la part du gouvernement de précipiter et de surprendre le vote sur les matières premières.

Après avoir cherché les motifs qui pourraient légitimer une exception si promptement accordée à une loi votée depuis quelques mois à peine, elle déclare n'en pas trouver.

L'exposé des motifs du projet de loi de prorogation, dit-elle, n'est pas d'ailleurs suffisamment explicite pour suppléer à notre impuissance. Il constate que beaucoup de députés sont membres de conseils généraux; il fonde l'exception dont nous avons signalé en commençant la gravité sur la nécessité de voter plusieurs budgets et des impôts dont l'ajournement pourrait nuire au crédit public.

Nous avons cru que le délit dont l'Assemblée dispose actuellement jusqu'à sa séparation suffirait pour cela, et comportait une délibération consciencieuse, une solution réfléchie sur le budget des dépenses, dont la discussion est fort avancée, et sur les impôts au sujet desquels l'accord s'est établi entre la commission et le gouvernement.

Mais ce délai ne serait point suffisant si le gouvernement avait en outre le projet d'obtenir de la législature la Chambre un vote concernant l'impôt sur les matières premières. La Presse observe avec raison que le succès est loin d'être assuré, et qu'outre la probabilité d'un échec très motivé, on court le risque de mécontenter gravement l'opinion et les conseils généraux, auxquels la loi a accordé le droit d'émettre des vœux sur les questions économiques.

Nous avons cru de notre dignité de ne pas reproduire hier une lettre contenant des allégations « calomnieuses, outrageantes et diffamatoires », relativement à l'affaire Ossude-Ferry, malgré la sommation qui nous a été adressée par le député de Paris, dans des termes injurieux pour une tierce personne.

Nous nous livrons du reste à une enquête sérieuse, et nous espérons faire connaître bientôt à nos lecteurs toute la vérité sur cette affaire.

Voici la lettre de M. Etienne Arago dont nous avons annoncé hier la publication dans nos colonnes; elle est conçue en termes tels que nous aurions mauvaise grâce à ne pas l'insérer sans y ajouter la moindre réflexion :

A monsieur le rédacteur du Journal
LA LIBERTÉ

Monsieur,

Je vous envoie copie de la lettre que j'ai adressée à M. Ossude, et je vous autorise à la publier.

Monsieur Ossude,

Vous avez déclaré avant-hier, chez moi, que le repas plantureux du 22 janvier 1871, à l'hôtel de ville, dont vous avez parlé dans une lettre au Figaro, n'était qu'un jeu de votre esprit, une réplique à la réponse de M. Jules Ferry contredisant votre déposition devant la commission d'enquête, — réplique que vous aviez voulu rendre plausible.

Cette plaisanterie était venue m'atteindre par ricochet, je crois, de votre part, de votre déclaration faite devant quatre personnes. Ainsi tombait l'accusation portée contre moi dans la Liberté du 23 mars par cette phrase : « On pense que l'on faisait qu'un repas plantureux » pour obtenir gros comme une noix de viande par personne; pendant que les pauvres gens qui ne pouvaient en acheter mouraient de faim et de froid, on festoyait à l'hôtel de ville. MM. Ferry, Arago et consorts se nourrissaient grassement; et pour que de braves officiers fussent invités à ces repas plantureux, il ne fallait rien de moins qu'ils fussent les sauveurs de la situation.

De telles paroles me commandaient de rompre le silence.

Après cette lettre à M. Ossude, où je le montre réduisant lui-même à néant son attaque contre M. Jules Ferry, je vous prie de remarquer, monsieur le rédacteur, que le 22 janvier 1871, j'avais, depuis deux mois, déposé volontairement l'écharpe municipale. J'ajoute que, même quand Paris était encore à la viande ordinaire de boucherie et au pain blanc, la table du maire était déjà connue à l'hôtel de ville pour son extrême modestie. J'ai toujours eu le sentiment de la situation de la capitale assiégée, et je n'ai jamais oublié le respect que je devais à mes concitoyens.

Agrez mes salutations empressées.

ETIENNE ARAGO.

Ce 25 mars 1872.

FEUILLETON DE LA LIBERTÉ

11 DU 28 MARS

LA VIE PARISIENNE

Quand le valet de chambre voulut sortir, il reconnut que la clef n'était plus dans la serrure; alors il s'imagina qu'il l'avait mise dans une de ses poches; il se fouilla et ne trouva rien.

— Peut-être est-elle tombée sur le sable des allées, se dit-il.

Et comme cette clef était toute petite, il prit un rateau et chercha dans le sable.

La clef ne se retrouva pas.

Joseph eut un instant d'inquiétude.

— Il est impossible qu'on l'ait prise, pensa-t-il; personne n'oserait commettre un pareil larcin, et puis le bruit des pas sur le sable, j'en ai commis une étourderie en posant la clef quelque part dans la maison, sans doute au rez-de-chaussée, dans la cuisine. Comment faire?

Le vieux domestique se gratta l'oreille et demeura bien embarrassé. Il avait tiré la porte derrière lui et elle se trouvait fermée au pêne; pas moyen de rentrer.

Il songea à pénétrer dans la maison à l'aide d'une échelle. La chose était facile, mais les persiennes étaient closes et les doubles fenêtres fermées, à quoi la tentative d'escalade lui servirait-elle?

Il revint à l'hôtel tout pensif et décidé à avouer sa mésaventure à M. de Pardaillan.

Les réflexions, les recherches du domestique avaient pris du temps. Lorsqu'il entra dans la salle à manger, M. de Pardaillan était sorti et avait quitté l'hôtel; quant à

Voilà la Liberté depuis le 13 mars.

Suspension du journal la Constitution

On lit dans le Journal officiel :

Un arrêté du gouverneur de Paris, en date du 26 mars 1872, a interdit la publication du journal la Constitution. L'article qui a déterminé cette mesure avait été déposé au gouverneur de Paris par le ministre de l'Intérieur.

L'arrêté du général de Ladmirault, gouverneur de Paris, est ainsi conçu :

Paris, 26 mars.

Le général gouverneur de Paris,

Vu la délibération du conseil des ministres en date de ce jour,

En vertu des pouvoirs que lui confère la loi sur l'état de siège en date du 9 août 1849,

Arrête :

Article 1^{er}. — La publication du journal la Constitution est interdite.

Art. 2. — M. le préfet de police est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Le général gouverneur de Paris,

DE LADMIRALT.

CHRONIQUE DÉPARTEMENTALE

Le fameux G. Cluseret, qui fut le premier « délégué à la guerre », sous la Commune de Paris, et qui, en cette qualité, ordonna, le 7 avril 1871, l'incorporation dans la garde nationale fédérée de « tous les citoyens, mariés ou non, de 19 à 40 ans », Cluseret, autrefois si loquace quand florissait le Courrier français de Vermorel, et qui se tenait coi depuis l'époque où, comme tant d'autres de son temps, il réussit à gagner la frontière.

Cluseret vient de rompre le silence; et c'est naturellement à l'Emancipation qu'il fait les honneurs de son réveil épistolaire.

Il s'agit de répondre à la déposition de l'amiral Saisset dans l'enquête sur le 18 mars, et Cluseret y répond avec cette proximité à laquelle on reconnaît, entre mille, l'auteur des ordres du jour d'avril 1871.

Nous reproduisons seulement le début de la lettre de Cluseret, qui est une merveille d'effronterie :

J'ai dédaigné jusqu'à ce jour de m'arrêter pour répondre à tous les roquets qui sans cesse jettent sur mes talons. J'aime peu ces parades données au public où l'injure répond à l'injure et dont la dignité humaine fait seuls les frais. Il n'y a pas là, selon moi, l'emploi d'un seul galant homme.

Quiconque connaît un tant soit peu la vie de Cluseret, sait fort bien comment aime à employer son temps ce coupe-jarret politique et militaire qui n'a même pas réussi à faire accepter à Versailles, ses efforts de trahison, alors qu'il exploitait la direction de l'insurrection parisienne.

Une polémique d'une extrême vivacité est engagée depuis quelques jours, dans les journaux de Lille, entre MM. Testelin, député du Nord, ancien commissaire de la défense nationale dans ce département, et M. Dibos, ex-payeur principal de l'armée du Nord.

Cette polémique paraît avoir été provoquée par la déposition de M. Testelin, devant le tribunal correctionnel de Lille, dans l'affaire des marchés de la guerre.

LA GRANDE PORTE DU PANTHÉON

On a enlevé aujourd'hui les échafaudages qui avaient été dressés dans l'intérieur du Panthéon pour la réparation de la grande porte qui, on se le rappelle, avait été complètement percée à jour par les obus lors de l'attaque de l'armée contre les insurgés réfugiés dans cette église.

Il n'a pas fallu moins de sept mois de travail pour réparer cette porte, qui est entièrement remise à neuf.

LE CHEMIN DE FER DE CIRCONVALLATION

On vient d'apposer à Paris, sur les murs désignés à cet effet, les affiches — qui avaient été déjà placardées dans le département de Seine-et-Oise — pour annoncer l'ouverture de l'enquête relative au chemin de fer de circonvallation.

LE RETOUR DES MUSIQUES MILITAIRES

A partir du 1^{er} avril, nous allons avoir de nouveau des musiques militaires à Paris. Le 5^e corps, commandé par le général Clinchamps, quitte en effet la capitale; il est remplacé par le 4^e, dont les régiments ont presque tous des musiques.

UNE PETITE ÉMEUTE À LA VILLETTE

Hier, vers trois heures de l'après-midi, dans la rue de Flandre, à la Villette, deux pauvres diables étaient entourés et cernés par un groupe formidable, composé en majeure partie de femmes et d'enfants, et Dieu seul peut savoir toutes les injures, toutes les apostrophes blessantes qui pleuvaient sur eux ! La foule paraissait très irritée. « Ce sont des faux frères, des vend s, des traîtres, des mouchards ! » criaient-ou de tous côtés.

Si immoral qu'il fût, il lui répugnait de supposer que M^{lle} de Pardaillan eût pénétré dans ces sanctuaires de turpitudes; il est des choses qu'un homme, qu'un père ne peut avouer à sa fille ! Comment oser, après cela, se présenter devant cet enfant, que la vue de l'auteur de ses jours devait faire rougir ?

— C'est impossible ! se dit-il. Ose, si capricieuse, si volontaire qu'elle soit, n'ait point osé desobéir à mes ordres; et si la pensée de pénétrer chez moi eût survécu à ma défense, elle n'eût point attendu à ce jour pour la réaliser; depuis longtemps, elle eût donné satisfaction à son désir. Dans tous les cas, elle est bien trop fière pour user de subterfuge et satisfaire sa volonté à l'aide d'un pareil moyen.

Il se trompait, et ne connaissait point l'astuce de M^{lle} Rosette, la femme de chambre, ne pouvait deviner à l'aide de quel concours M^{lle} de Pardaillan avait été mise en possession de la clé.

Il se rendit directement chez lui, suivi de Joseph, pénétra dans la maison, et se livra, avec le domestique, aux recherches les plus minutieuses.

La clé fut introuvable.

Allez de suite chercher un serrurier, dit-il à son valet de chambre, et faites changer immédiatement cette serrure. Je vais vous attendre. Passez par la rue de Surènes.

Le domestique partit aussitôt.

M. de Pardaillan resta dans le jardin.

Tout à coup, il se trouva en présence de sa fille.

— Qu'avez-vous donc, mon père, lui demanda celle-ci du ton le plus calme; vous paraissiez préoccupé ?

— Peu de chose, en vérité. Ce maladroît de Joseph a égaré la clef qui lui sert pour entrer chez moi.

— Ah ! fit-elle indifféremment.

— Oui, je viens de l'envoyer chercher un ouvrier pour changer la serrure.

— Vous vous êtes un peu trop pressé, mon père.

M. de Pardaillan regarda fixement sa fille.

— Pourquoi? demanda-t-il après une pause.

— Parce que voici la clef que vous cherchez. Et en même temps elle lui tendit l'instrument qu'elle tenait à la main.

— Où l'as-tu prise? demanda vivement le comte.

— Elle l'a trouvée dans cette allée.

Elle indiquait le sentier qui conduisait à la maison.

— Et à quel moment l'as-tu trouvée?

— Immédiatement après votre départ.

— Mais il y a une heure de cela! s'écria le comte.

— A peu près, dit froidement sa fille.

Il y eut une nouvelle pause.

M. de Pardaillan avait sur les lèvres une question brûlante.

Il n'osait la faire!

Cependant l'incertitude était presque aussi cruelle que la vérité.

Il prit un ton sérieux.

— Ose, dit-il, j'espère que tu as respecté ma défense, que tu n'es pas entrée dans cette maison?

M^{lle} de Pardaillan contempla le comte bien en face, sans rougir, et lui répondit :

— Vous vous trompez, mon père, j'y suis entrée!

Une sensation involontaire, quelque chose comme de la honte, empourpra le visage de M. de Pardaillan.

Il baissa la tête et, plein de confusion, garda le silence.

Il eût voulu parler qu'il n'eût rien trouvé à dire.

Quel reproche pouvait-il adresser à sa fille? Celui de la désobéissance?

Mais, en présence des découvertes qu'elle venait de faire, ce reproche était banal.

Il était sur un terrain brillant et qui s'enfuyait sous ses pas.

Les malheureux objets de ces insultes étaient deux turcos de Bergeret qui, arrêtés le 22 mai, à la Muette, ont été rendus à la liberté il y a quelques jours, en vertu d'une ordonnance de non-lieu. Si on les avait condamnés, la population de la Villette en aurait fait des martyrs; on les renvoie sans jugement, et ils sont accablés d'invectives par cette même population.

Il y eut un moment où ces deux turcos ont couru un danger réel; c'est lorsque quelques gamins ont commencé à leur jeter des pierres, en criant : à mort ! à mort ! Fort heureusement que des gardiens de la paix, attirés par cet attroupement, n'ont eu aucune peine à dégager les anciens soldats de Bergeret, qui, tout compte fait, en ont été quittes pour la peur.

C'est égal, il est probable qu'ils n'iront pas se promener souvent dans la rue de Flandre.

SUICIDES, ACCIDENTS, ETC.

M. le vicomte de Monty a été avant-hier, au bois de Boulogne, victime d'un accident de cheval. Il s'est cassé un bras.

Deux enfants jouant sur le bord du canal Saint-Martin, y sont tombés hier soir, et n'ont pu être repêchés que morts.

Hier soir a été transporté à la Morgue le corps d'un individu âgé de quarante ans environ, qui s'était noyé en se précipitant dans la Seine à la hauteur du quai Jemmapes. Il n'avait sur lui aucun papier établissant son identité.

Rue Quincampoix, n° 57 la dame Cécilien s'est donné la mort au moyen du gaz acide carbonique. M. Duchêne, commissaire de police, accompagné d'un médecin, s'est rendu sur les lieux pour procéder aux constatations d'usage, et a trouvé sur la table une lettre dans laquelle cette malheureuse annonçait qu'elle ne voulait pas survivre à son mari qu'elle a perdu il y a à peine huit jours.

Hier, des cris épouvantables mirent en émoi les habitants du quartier des Batignolles. Le sieur Philimon, rentier, demeurant rue des Bonnes, n° 15, venait de se tirer un coup de pistolet au cœur. Conduit immédiatement à l'hôpital, au milieu des souffrances les plus horribles, il n'a pas tardé à rendre le dernier soupir, sans avoir pu avouer le motif qui l'avait conduit à cet acte de désespoir.

INCENDIE DU CHATEAU D'ARCY

Un terrible incendie vient de dévorer une partie du château d'Arcy, situé dans le village d'Issy, et appartenant au comte d'Arcy, le dernier rejeton d'une grande famille datant de Louis XI. C'est hier, vers une heure, que le feu a éclaté. On s'est empressé de faire venir des secours de tous les environs; mais avant qu'ils fussent arrivés le feu avait fait de grands ravages.

Dans ce château étaient rassemblés de nombreux trésors artistiques et beaucoup d'objets précieux, que le comte avait trouvés moyen de soustraire aux évanouissements des deux sièges, tels que tapisseries, argenterie, bijoux, et une fort belle collection de tableaux. On pensait qu'on combattait l'incendie, on s'efforçait en même temps de sauver tout ce qui était possible.

Une partie des tableaux et des tapisseries ont pu être arrachées des murailles et mises en sûreté; mais on comprend que dans la précipitation qu'on y apportait, tous ces objets ont dû subir des avaries. Des antiquités et une collection de peintures sur papier de riz, sont complètement perdus.

Toute l'aile gauche du bâtiment, dans ce fait, a brûlé. Le feu avait une telle intensité qu'à quatre heures on ne savait pas encore si on pourrait rien sauver des bâtiments. C'est une perte énorme dont on ne peut évaluer l'importance, surtout au point de vue de l'art.

L'incendie était éteint à six heures.

On n'a eu aucun accident à déplorer.

LE DÉNOMBREMENT DE LA POPULATION

A l'occasion du prochain dénombrement de la population, le ministre de l'Agriculture et du Commerce a adressé aux préfets une circulaire, accompagnée du modèle des bulletins individuels.

Le bulletin devra être rempli sur les renseignements donnés par le chef de famille, pour lui et pour toutes les personnes, hommes, femmes, enfants, domestiques, etc., attachés à sa maison, et sur chacun de ces bulletins, le receveur devra inscrire le nom, le sexe, l'état civil, l'âge, la profession, l'instruction, la nationalité, le culte de chaque habitant, depuis l'enfant nouveau né jusqu'au centenaire.

La circulaire du ministre insiste pour que, dans la confection des bulletins individuels, les personnes qui exercent réellement une profession ou fonction donnée, soient nettement distinguées de celles qui, à titre temporaire (femmes, enfants, parents à tous degrés, etc.), vivent du travail ou du revenu des précédents.

LA FRANCO-MACONNERIE

D'après le recensement général nouvellement fait, par le Grand-Orient de France, des

loges relevant de son obédience, il y avait : en 1869, 372 ateliers; en 1870, 393; en 1871, 400.

Sous l'obédience des puissances maçonniques européennes, il y a 3 058 ateliers, avec 203,400 membres actifs. Si on ajoute à ce nombre les maçons qui ont renoncé à l'activité, on arrive, pour l'Europe, au chiffre de 500,000 initiés.

Un détail caractéristique : Dans une des dernières réunions, on a émis un vœu tendant à faire supprimer la fameuse formule : A la gloire du grand architecte de l'univers!

NOUVELLES ÉTRANGÈRES

(Par voie télégraphique)

Londres, le 26 mars 1872.

Chambre des Communes. — Après une courte discussion, la proposition de M. Macle, relative à la défense des côtes d'Ecosse, a été écartée sans vote.

La proposition de M. Fawcett, tendant à ouvrir l'Université de Dublin aux étudiants de toute confession, combattue par les membres catholiques, a été adoptée par 24 voix contre 21.

Londres, 26 mars, 6 h. 45, soir.

Chambre des Communes. — Lord Hartington, secrétaire en chef de l'Irlande, informe la Chambre qu'une grande amélioration est constatée dans le comté de Louth et d'autres comtés de l'Irlande en ce qui concerne les crimes agraires et autres, mais qu'on continue d'y faire des saisies d'armes, que l'on suppose destinées aux feignins, et qu'en conséquence il est impossible, pour le moment d'y rétablir l'état normal.

Lord Hartington ajoute que le gouvernement délibère sur la question de savoir s'il est possible de faire cesser en partie l'état extraordinaire auquel est soumis ce pays. M. Macle appelle l'attention du gouvernement sur l'importance de la défense des côtes d'Ecosse, et il propose de procéder immédiatement aux travaux de défense de ces côtes, et des grands ports de commerce de l'Angleterre.

M. Austrother appuie cette proposition.

M. Cardwell, ministre de la guerre, reconnaît l'importance de la question, mais il juge impossible une exécution immédiate.

Il dit que des mesures sont déjà prises pour protéger les arsenaux maritimes et les chantiers. Le gouvernement a l'intention de procéder ensuite aux travaux de défense de Liverpool; alors aussi il s'occupera de Glasgow et d'autres grands ports de commerce.

M. Cardwell croit, qu'il n'existe aucun danger pour Limbourg. Il rappelle enfin que l'emploi des torpilles sous marines a changé considérablement la question de défense des côtes.

Les Socialistes de Leipzig

Une dépêche de Leipzig nous informe que la cour d'assises a prononcé son arrêt dans le procès de haute trahison intenté aux socialistes Bebel, Liebnicht et Hepper. Les deux premiers ont été condamnés à deux ans de détention. H. pner a été acquitté.

On remarque combien cet arrêt, relativement assez doux, contraste avec l'importance du chef d'accusation. En somme, les jurés de Leipzig n'ont relevé contre les accusés que des faits de propagande peu menaçants pour l'empire germanique. Nous inclinons même à croire que si l'organe des socialistes saxon, le Volkstaat, n'avait pas hautement protesté contre l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine, le verdict du jury de Leipzig eût entraîné trois acquittements au lieu d'un.

ECHOS MILITAIRES

Mouvements de troupes dans la garnison de Paris. — D'après les ordres du ministre de la guerre, jeudi prochain, 28 mars, commenceront les mouvements de troupes semestriels dans la garnison de Paris.

Les troupes composant le 5^e corps, sous les ordres du général Clinchamps, quitteront les casernes qu'elles occupent dans Paris pour tenir garnison dans les environs de la capitale. Ces troupes comprennent trois divisions d'infanterie, savoir :

1^{re} DIVISION. — Général Duplessis.

1^{re} brigade : Général Courcy. — 1^{er} bataillon de chasseurs à pied, 1^{er} et 2^e régiments provisoires.

2^e brigade : Général Blot. — 3^e et 4^e régiments provisoires.

2^e DIVISION. — Général Garnier.

1^{re} brigade : Général Brauer. — 13^e et 14^e régiments provisoires.

2^e brigade : Général Cottret. — 15^e et 17^e régiments provisoires.

3^e DIVISION. — Général Micheler.

1^{re} brigade : Général Berthe. — 22^e bataillon de marche de chasseurs à pied, 64^e et 65^e régiments de marche.

2^e brigade : Général Fournès. — 16^e et 18^e régiments provisoires.

La 1^{re} division (général Duplessis) occupera Courbevoie, Rueil et le mont Valérien. Les 2^e et 3^e divisions (général Garnier et

Micheler) seront basées au camp de Villeneuve-Étang.

La brigade de cavalerie de ce corps d'armée comprend les 7^e et 11^e régiments de chasseurs à cheval, sous les ordres du général Lojal, quittera Meaux où elle se trouve actuellement pour aller remplacer la brigade de général de Gramont (4^e et 6^e régiments de hussards).

Le quartier général du commandant en chef sera établi au château de Villeneuve-Étang.

Les batteries divisionnaires, l'artillerie de réserve du corps d'armée et les services administratifs suivront le mouvement.

Le 5^e corps d'armée sera remplacé à Paris par le 4^e sous les ordres du général Douai. Il comprend trois divisions d'infanterie savoir :

1^{re} DIVISION. — Général Berthaud.

1^{re} brigade : Général Gandil. — 10^e bataillon de chasseurs à pied, 10^e régiment de marche, 20^e régiment de ligne, 89^e régiment de marche.

2^e brigade : Général Carteret. — 21^e régiment de ligne, 9^e régiment provisoire.

2^e DIVISION. — Général Vergé.

1^{re} brigade : Général Daguerré. — 26^e bataillon

naît environ 35,000 repris de justice. Ce chiffre peut paraître exagéré, mais il avait besoin d'être établi sérieusement. M. Claude, que l'on confond trop souvent avec le député du même nom, a déclaré devant l'enquête qu'il y avait à ce moment, dans Paris, 12,000 repris de justice, plus ceux qui sont astreints à la surveillance et étaient entrés dans Paris, malgré le règlement; plus, ceux ayant subi des condamnations pour simples délits, ce qui pouvait doubler et même tripler le nombre de 12,000.

Ainsi, ce sont ces gens-là que l'on avait voulu armer; on y tenait essentiellement, sachant bien qu'ils sauraient se mêler dans les rangs des hommes d'œuvre. Ce sont ceux-là qui faisaient tout le service de l'insurrection, car les autres ne marchaient qu'à contre cour et sous la menace d'être fusillés.

Il n'est pas besoin d'insister sur cette agréable composition, et tout le monde est bien convaincu que si les hommes d'œuvre seuls avaient été armés, non seulement il n'y eût point eu d'insurrection, ni au 4 septembre, ni au 18 mars, mais que pendant le siège les généraux n'eussent pas hésité à utiliser le dévouement de ceux-là seuls qui étaient dignes de porter un fusil et de marcher à l'ennemi.

M. Jules Favre a demandé pardon à Dieu et aux hommes d'avoir confié à ces hommes les armes qu'il a retirées à nos braves soldats, et l'indifférence, la longanimité, le dégoût, la lassitude, la négligence qu'on apporte toujours à faire remonter les responsabilités à elles sont, à en quelque sorte fait pardonner à M. Jules Favre. Je ne sais si Dieu l'absoudra à ses remords; mais j'en connais beaucoup, et je suis du nombre, qui ne pardonneront jamais. Les cris de : vive la Commune ! qui viennent de retentir à Berlin, dans l'assemblée des démocrates de cette ville, me persuadent, plus fort que jamais, que la démocratie a fait constamment le jeu de la Prusse.

Les choses changent d'aspect en très peu de temps, on oublie trop vite. Ne dit-on pas à Berlin que ce sont les bourgeois de Paris qui ont assassiné, pillé, incendié dans leur capitale. Un démocrate n'avancera jamais que ce sont les 30,000 repris de justice dont parle M. Claude.

Lorsque Rostopchine brûla Moscou, c'est à des forces qu'il distribua les torches. La Commune se servit admirablement des hommes qu'elle trouva embrigadés : *Saumais*. Que nous sommes oublieux, grands dieux ! Là sera toujours le secret de notre faiblesse morale.

On a beaucoup et bien assez parlé du cas de M. Delbeac. Ce médecin est un homme de grande valeur et d'un dévouement professionnel sans contestation possible. Il a fait ses preuves, mille preuves, et la science chirurgicale n'est pas déjà si riche en praticiens de premier ordre pour qu'il soit à propos de songer à se priver des services et de l'habileté de celui-ci.

Mais, à mon sens, la question n'est pas là. Si M. Delbeac a livré un communard à la justice, c'est fort mal, assurément, du moment que cela ne doit pas se faire; mais, avant tout, les élèves en médecine ont besoin de suivre leurs cours; j'en ai vu quelques-uns qui se désolent de la fermeture de l'école, bien que républicains. Ils accusent des meneurs étrangers de s'être mêlés de leurs affaires et prétendent qu'ils se seraient bien chargés eux-mêmes de la vengeance.

En effet, un professeur est estimé et aimé ou il ne l'est pas. S'il n'est ni aimé ni estimé, s'il on lui demande tout bonnement sa science, s'il ne sent pas dans son auditoire cette communication électrique qui s'établit toujours entre les âmes animées de douces sympathies, tant pis pour lui; il se renferme dans son devoir strict, et personne n'en souffrira. L'homme qui n'a pas l'affection de ceux qui l'entourent souffre beaucoup, énormément, et c'est la connaissance de ce supplice, que la philosophie ancienne avait déjà constaté, qui a dû servir aux organisateurs du catholicisme pour décréter que, dans l'autre vie, les méchants seraient privés de la vue de Dieu, qui est tout amour.

Mais quant aux meneurs, il y a une chose bien facile et bien pratique à faire pour se priver de leur concours empressé, chaque fois qu'il y a du bruit dans une école.

Les étudiants sont munis d'une carte, qu'ils ne devraient jamais quitter, et comme parfois on exige la présentation de leurs bulletins d'inscription, il n'y a qu'à apposer au verso de la carte un timbre daté, dans des cases spéciales, comme cela se fait pour le paiement des versements partiels d'obligations.

Ne serait-il pas possible encore de délivrer à tout étudiant un livret comme celui des chèque, d'où un coupon serait détaché chaque fois qu'il assisterait à un cours. De cette façon, il y regarderait à deux fois avant de faire à un étranger l'abandon de sa cédule d'identité.

Réglementons, réglementons, c'est le meilleur moyen d'établir l'ordre partout. Nous en avons tant besoin !

Nos députés sont travaillés en ce moment par un désir bien naturel : celui d'obtenir quelques jours de congé.

Une assemblée en permanence comme celle-là, puisqu'elle ne doit pas avoir de clôture définitive, peut bien aspirer à se reposer; elle a tant travaillé ! C'est très sérieux ce que je dis là, et ne serait-ce que par la présence obligeante, deux ou trois heures par jour, dans une grande salle bien chauffée et suffisamment éclairée, ils ont bien mérité une récompense de cette nature.

Les esprits taquins sont assez disposés à prétendre que ce sont des fainéants, et que les ouvriers des manufactures qui arrivent à l'ouvrage le matin à six heures, pour s'en aller à six heures du soir, après avoir passé ces douze heures dans une demi-obscurité, respirant un air vicié par l'odeur des machines ou des métaux défilés; — que les employés du commerce qui prennent leur travail à neuf heures jusqu'à six, et quelquefois jusqu'à dix,

enfermés dans des bureaux où cela ne sent pas non plus toujours très bon; — que les commis en nouveautés qui passent toute la journée devant leurs rayons, sans s'asseoir, sous peine d'amende; — que tous ces travailleurs enfin, à tous les échelons et à tous les étages, n'ont jamais de congé : il n'y a pas de comparaison à faire.

Tous ces gens-là, hommes ou femmes de peu, ont de petits traitements ou gages des salaires insuffisants; il n'est donc pas juste qu'ils se reposent. C'est très fatigant, savez-vous, de légiférer pendant deux ou trois heures; on y gagne une soif extrême, et je vous demande un peu s'il n'est pas plus éreintant de taper sur des tables avec de petits couteaux de bois que des tours des manivelles, de jouer du marteau ou de la lime, et même d'écraser sur de grs registres avec accompagnement de chiffres à aligner et à compter.

Seulement, les députés veulent des vacances, et, d'un autre côté, ils ne voudraient pas s'en aller. Le pouvoir, qui, lui aussi, travaille beaucoup, de tête, les verrait volontiers disparaître pendant six semaines; mais cette idée effrayante, l'effrayant, c'est qu'il paraît, à quelque chose d'effrayant, et l'on se contenterait de trois semaines.

Ah ça ! qu'est-ce qu'il y a donc sous roche ?

CHRYSALE.

ASSEMBLÉE NATIONALE

Séance du 26 mars.

PRÉSIDENCE DE M. JULES GRÉVY

A deux heures et demie la séance est ouverte. Le procès-verbal est lu et adopté.

L'Assemblée adopte sans débat un projet de loi tendant à autoriser la ville de Pézenas à percevoir une surtaxe à l'octroi sur les vins en cercles et en bouteilles. Cette surtaxe est de 60 centimes par hectolitre.

La discussion du projet de loi tendant à élever de 34 à 48 millions la limite maximum de l'émission de la Banque d'Algérie est reprise.

M. Clapier complète le discours qu'il a prononcé hier sur son amendement. L'orateur rappelle le texte de cet amendement, qui résume tout ce qu'il a dit.

L'article unique est remplacé par l'article suivant : « La Banque d'Algérie est autorisée à étendre la circulation de ses billets jusqu'à la somme de 48 millions. »

« La Banque d'Algérie ne pourra user de cette faculté au delà de 38 millions quant aux actions formant le complément de son capital auront été émises et versées. »

« Toutes les sommes que le gouvernement remboursera à la Banque d'Algérie, en paiement de ce qu'il lui doit, seront employées à étendre d'autant les billets par elle émis, et, dans ce cas, la limite de 48 millions sera réduite proportionnellement. »

M. Clapier ne veut pas, en ce qui le regarde, assumer la responsabilité de la Banque d'Algérie. Il sauvegardera au moins 8 millions, et d'ailleurs la Société algérienne émet ses billets à un taux beaucoup moins élevé. Au fond, M. Clapier ne parle, dit-il, que dans l'intérêt du pays.

M. Lucet : J'étais loin de m'attendre au réquisitoire que vient de fulminer M. Clapier, mais je ne puis que lui rendre hommage. M. Clapier (Exclamations) Je ne conteste en rien sa bonne foi, mais je crois que cette bonne foi a été trompée.

C'est surtout sur les appréciations que doit porter ma réponse. M. Clapier parle d'imprudences : si l'on suit le mouvement de la Banque d'Algérie, on verra que ce mouvement a suivi les affaires du pays. Aussi le cours forcé en faveur de la Banque de France a-t-il été tout d'abord étendu à la Banque d'Algérie. Et tout le monde en a compris la nécessité. Aussi l'émission de la Banque de France a-t-elle nécessité un accroissement dans la faculté d'émission de la Banque d'Algérie.

L'émission première fut, en définitive, en faveur des troupes qui doivent séjourner en Algérie. M. Lucet combat les assertions de M. Clapier, et rappelle tous les services rendus par la Banque d'Algérie.

L'amendement de M. Clapier est mis aux voix et repoussé.

L'article unique de la commission est adopté.

M. Warrinier propose un article additionnel accepté par la commission et le Gouvernement. Il est ainsi conçu : « La Banque d'Algérie est autorisée à émettre des billets de mêmes coupures que la Banque de France. » (Adopté.)

On passe à la suite de la discussion du projet de loi concernant les fabriques de liqueurs.

M. Laurent rend compte de l'examen des amendements qui ont été renvoyés à la commission.

Le rapporteur indique les difficultés d'imposer réellement la liqueur d'absinthe. Il y a des produits sophistiqués qui ont une influence beaucoup plus délétère, et qui seront employés à la place de l'absinthe. On obtiendrait bien mieux le résultat que l'on veut atteindre en faisant inspecter les liqueurs déléguées; car nous n'avons pas seulement l'empoisonnement par l'absinthe, mais par bien d'autres substances toxiques.

Aussi la commission, au lieu de l'imposition de 500 fr. par hectolitre, demande-t-elle l'adoption de l'art. 3 suivant : « L'absinthe, soit en bouteilles, soit en cercles, continuera d'être considérée comme alcool pur et sera passible du droit de 175 fr. en principal. »

M. Roussel maintient son amendement primitif et ne croit pas que les substances dont les auteurs de l'absinthe ont été comparés, dont on parle ne saurait arriver à la défense fiscale de son amendement qui, dans certains cas, pourra arriver à la prohibition.

M. Ducreux : Nous nous occupons d'un impôt fiscal, et il ne s'agit pas d'imposer une substance qui devrait être interdite. Cette substance, au reste, ne fait pas le mal qu'on dit quand elle est véritable; c'est la sophistication qui est mauvaise, et elle doit dépendre de la loi sur l'ivresse; autrement c'est un droit négatif de toute recette.

Cela est si vrai, que l'élevation du droit sur l'alcool, frappé à 150 fr. l'hectolitre, a donné la vente de 110 fr. l'hectolitre de certaines eaux de vendues à raison de 130 fr., y compris les droits d'entrée. Ainsi en sera-t-il de l'absinthe avec le droit du Trésor en moins; ce sera le seul effet réel de la loi.

L'amendement de MM. Roussel et Jozon est mis aux voix et rejeté.

L'article additionnel devant prendre le n° 3 est adopté. La commission propose d'ajouter à cet

article : « Et à Paris la taxe de supplément sera de 190 fr. »

La commission d'absinthe est réformée, d'après l'amendement de M. Roussel, aux pharmaciens seuls.

M. Léon Say, préfet de la Seine, demande quel sera le droit à percevoir pour l'octroi de Paris; sera-t-il en raison de la richesse alcoolique ou bien l'absinthe sera-t-elle considérée comme alcool pur.

M. Laurent, rapporteur, répond que l'impôt sur l'absinthe sera perçu en raison de la richesse alcoolique comme surtaxe et non pas comme étant une substance alcoolique pure. Il n'y a rien à perdre pour Paris.

M. Léon Say reconnaît qu'il n'y aura rien à perdre pour Paris; mais cela prouve qu'on aurait dû appeler le conseil municipal de Paris à émettre son avis sur la question, et notamment sur la taxe de remplacement élevée à 190 fr.

L'article est adopté avec la modification relative à Paris.

La commission propose le nouvel article suivant comme article 7 :

« Relativement aux eaux-de-vie et esprits en nature qu'ils voudront expédier en cercles, les marchands en gros et liquoristes ne pourront faire des expéditions qu'en fûts contenant au moins vingt-cinq litres. »

« Ces expéditions, qui auront lieu en présence des employés, devront être déclarées quatre heures d'avance dans les villes, et douze heures dans les campagnes. » Adopté.

Sur l'article 9 et l'article 10, la commission demande l'approbation de la rédaction suivante :

« Art. 9. — Toute fausse indication, toute fausse déclaration relativement à la richesse alcoolique des liqueurs, des fruits à l'eau-de-vie et des eaux-de-vie en bouteilles, ainsi que toute autre contravention à la présente loi, sera punie d'une amende de 500 à 5,000 fr., indépendamment de la confiscation des boissons. »

« Toute introduction clandestine d'eaux-de-vie ou d'esprits chez les liquoristes donnera lieu à l'application de ces pénalités, non-seulement contre les liquoristes eux-mêmes, mais encore contre les individus qui auront fourni sciemment les eaux-de-vie ou esprits. »

« L'administration pourra appliquer à ceux qui auront subi les condamnations ci-dessus énoncées le régime suivant :

« Les eaux-de-vie et esprits destinés à la fabrication des liqueurs et fruits à l'eau-de-vie seront livrés aux liquoristes dans les locaux désignés par aucune communication intérieure avec les autres magasins affectés au commerce des eaux-de-vie et esprits en nature. » Adopté.

« Art. 10. — Les liquoristes débitants restent assujettis aux dispositions du chapitre III de la loi du 10 mars 1825, sous la réserve que la modification proposée par la commission, quant au droit de consommation, porté à 175 fr., en principal, par hectolitre d'alcool employé à la fabrication des liqueurs. » Adopté.

L'ensemble de la loi est adopté.

M. de la Bouillerie présente comme article additionnel à la loi des finances un projet de loi qui demande d'étendre jusqu'à la fin de l'année 1872 l'autorisation de percevoir les contributions indirectes et les revenus publics.

Par ce projet de loi, l'autorisation accordée par la loi du 18 décembre 1871 pour la perception de ces contributions ou de ces revenus, jusqu'au 1er avril 1872, sera étendue jusqu'au 31 décembre 1872; et toute perception en dehors de cette loi nouvelle et de celle du 4 septembre 1871 sera formellement interdite.

L'urgence sur ce rapport et ce projet de loi est adoptée. Il sera examiné et pourra être voté dès demain, si la nécessité le réclame.

L'ordre du jour appelle la discussion sur le budget des dépenses du ministère de la marine et des colonies (exercice 1872).

M. de Tocqueville prend la parole sur la discussion générale. Nous ne pouvons pas saisir les paroles de l'honorable orateur, elles ont l'assentiment d'un certain nombre de ses collègues.

M. le vice-amiral de La Roncière Le Noury regrette qu'on ait été dans l'obligation d'effectuer encore cette année des réductions s'élevant à la somme de 34 millions sur le budget précédent. L'honorable orateur donne les raisons qui militent en faveur du soutien et du développement de notre marine.

Deridictions en réductions, du deuxième rang nous pourrions descendre au cinquième rang. Nous devons maintenir notre influence : la marine est une de nos plus grandes forces publiques. Ainsi en Orient, où nous avons nos intérêts, nous aurons de charbon, aux Lazarites et à notre marine. (Très bien ! à droite.) Eh bien ! voudrez-vous supprimer un de ces éléments ? (Vive approbation.)

M. l'amiral Poissan, ministre de la marine, est étonné du discours de l'honorable amiral de La Roncière, qui lui semble une attaque directe. Il est en effet d'autant plus étonné que, ce matin, s'engageant du nom des orateurs qui devaient parler sur la question, on lui avait appris que M. de La Roncière devait parler, mais pour (Rires.)

L'honorable ministre dit que cette assertion, 50 millions d'économie, qui avaient été reconnus l'année dernière comme pouvant être faits sur le budget de la marine, n'est pas exacte, car elle eût été à cette époque un véritable poison d'horreur (longue hâte) au budget actuel.

Notre marine ne peut être au mieux, et l'honorable ministre affirme qu'il serait prêt pour toutes les éventualités qui pourraient se présenter. (Très bien ! à droite.) Il est certain que, avec un semblable budget, on ne peut se livrer à la déportation (Rires); mais il est également évident.

Quant au programme de la marine, M. le ministre croit assez satisfaisant que possible; il comprend la création des petits navires dont le besoin existe en effet.

L'honorable ministre, en terminant, dit qu'il espère que l'Assemblée adoptera les propositions qu'il a cru de son devoir de lui faire.

M. Raudot : Je n'ai jamais voulu détruire la marine. Tout ce que j'ai dit, c'est que nous sommes, je remercie M. le ministre de la marine d'avoir eu le courage de faire toutes les économies possibles, sans détruire en rien la puissance de la marine française. Je demanderai seulement que tous les ministres agissent dans la même mesure.

Après quelques mots de l'amiral La Roncière Le Noury, qui demande que l'on fasse dans le budget de 1873 des réductions moins considérables sur la marine, la discussion générale est fermée, et l'Assemblée décide qu'elle passe à la discussion des articles.

Plusieurs voix : A demain ! à demain !
Autres voix : On ne doit pas partir. Nous devons rester en place jusqu'à la fin.
M. le président donne lecture de l'ordre du jour de demain :
A deux heures, séance publique.
Quelques voix : A une heure !
Autres voix : Non ! non !
M. le président : Je regrette qu'on ne l'ait pas demandé plus tôt; beaucoup de nos collègues sont sortis.
Voix diverses : Pourquoi sont-ils partis ?

M. le président : Insiste-t-on ? Je comprends que cette semaine au moins on commence les séances plus tôt et avant les commissions. Veut-on à une heure ? (Oui ! oui !)

Voix diverses : Et l'appel nominal à une heure un quart.

M. le président : Nous avons des votes importants, et si l'Assemblée n'est pas en nombre, nous ferons l'appel nominal.
La séance est levée à cinq heures quarante-cinq minutes.

BIBLIOGRAPHIE

L'Histoire de N. S. Jésus-Christ, par l'évêque d'Orléans (deux superbes éditions illustrées à 10 et à 20 fr.); Louis XVII et la famille royale au Temple (deux vol. gr. in-8°, 16 fr.; in-18, 10 fr.); la Vie de Madame Elisabeth (deux vol. gr. in-8°, 16 fr.; in-18, 10 fr.), par M. de Beauchêne, ouvrages précédés de Lettres de Mgr Dupanloup et ornés de portraits en taille-douce sous la direction de M. Henri-Dupont, magnifiques cahiers de 10 pages, sont en vente chez l'éditeur H. Plon, 10, rue Garancière, Paris. Envoi franco.

Sous le titre : *L'Agonie de Metz*, M. Pierre Baragnon termine dans le onzième fascicule de la *Tache noire* son étude si palpitante d'actualité sur le maréchal Bazaine. Jamais nous ne confondre, qui traite avec tant de compétence les questions militaires, ne s'est montré plus précis, plus vigoureux et plus patriote que dans ces pages détachées, sur lesquelles nous appelons l'attention de nos lecteurs.

LES TRIBUNAUX

LE CAPITAINE MATUSEWICZ
CONDAMNATION A MORT PAR CONTUMACE

Le 1er conseil de guerre était exceptionnellement convoqué pour statuer sur les faits imputés au nommé Matusewicz, capitaine au 138e de ligne, pendant le premier siège de Paris, et devenu, sous la Commune, colonel de la 20e légion de la garde nationale fédérée.

Matusewicz, qui était l'ami intime de Félix Pyat et de Delescluze, était accusé :
1° D'avoir pris un commandement sans ordre ou motif légitime, et d'avoir retenu contre l'ordre des chefs, 2° D'avoir levé et organisé les bandes armées qui ont porté la guerre civile, le massacre et le pillage dans la ville et la banlieue de Paris; 3° De vol de fonds appartenant à l'ordinaire de sa compagnie et dont il était comptable.

Matusewicz, qui est en fuite, a été condamné, par contumace, à la peine de mort.

ÉVÉNEMENTS DE MARS 1871. — LA MANIFESTATION DU 22. — CONDAMNATION D'UN ANCIEN MAIRE DU 5e ARRONDISSEMENT DE PARIS.

M. Boquet, ancien maire du 5e arrondissement pendant le siège, comparait devant le 1er conseil de guerre, sous l'accusation de participation à l'insurrection. Entre autres charges graves relevées contre lui, il se serait, disait le rapport, trouvé à la place Vendôme du côté de l'insurrection, le jour où des coups de fusil furent tirés sur la manifestation. M. Boquet a cité un grand nombre de témoins à décharge. Parmi eux est M. Vacherot, maire actuel du 5e arrondissement de Paris; il croit que jamais l'accusé n'a pactisé avec la Commune.

Un autre témoin, M. Guilhem, commissaire spécial des chemins de fer, vient raconter dans quelles circonstances le maire du 5e arrondissement l'arracha des mains des gardes nationaux qui, peu après la révolution du 4 septembre, voulaient le conduire en prison en sa qualité de commissaire de police nommé par l'ancien gouvernement.

Le conseil a condamné Boquet à cinq ans de bannissement.

COUR D'ASSISES DE LA SEINE
AFFAIRE DU GÉNÉRAL TROUCHA CONTRE le Figaro

C'est aujourd'hui que commence devant la cour d'assises de la Seine le procès intenté par M. le général Troucha, ex-gouverneur de Paris, à MM. de Villemessant et Vitu, gérant et rédacteur du Figaro.

Il ressort d'abord du choix des témoins cités de part et d'autre, que ce procès aura surtout un caractère politique, bien que la plupart des articles argués de diffamation par le général Troucha aient surtout porté à partie la personnalité militaire de ce dernier.

Voici les faits énoncés par le général Troucha dans sa plainte et qui ont motivé le renvoi devant le jury de la Seine :

Le journal le Figaro a publié, les 23 et 27 janvier, deux articles ayant pour titres : les *Comptes du 4 septembre* et le *Général Troucha, signés Mimos*. — Le général Troucha a reconnu que ces articles contenaient contre lui, à l'occasion des fonctions publiques et des commandements qu'il a exercés au cours de sa carrière militaire, des imputations diffamatoires et des outrages. Il a porté plainte, en date du 23 janvier, contre M. Vitu, qui s'est reconnu l'auteur des articles, et contre M. de Villemessant, propriétaire-gérant du Figaro. Il a articulé et qualifié les faits diffamatoires.

La cour a trouvé charges suffisantes dans les faits énoncés :
N° 1er du 23 janvier : « Dix-neuf janvier 1872, anniversaire d'un jour de deuil, où le sang le plus pur coula dans une entreprise ténébreuse, que la conscience publique a flétrie du nom d'assassinat... Le gouvernement de Paris ne capitulera pas, avant que le général Troucha dans une proclamation solennelle. Et cependant, il avait qu'avant dix jours il aurait rendu la ville, les forts, les fusils, les canons de l'armée; payé deux cents millions de contributions de guerre et signé, avec les préliminaires de la paix, l'abandon implicite de l'Alsace et de la Lorraine... Le gouvernement de Paris, qui avait juré de ne pas capituler, il donna simplement sa démission, et ne coucha dans le lit que son honneur militaire. Nos pauvres morts du 19 janvier en furent pour leurs frais. »

Dans le même numéro, le général Troucha relève les faits qui lui sont attribués comme collaborateur du coup d'État de décembre, en qualité d'aide de camp du général de Saint-Arnaud.

Dans le n° du 27 janvier, le général Troucha relève encore des imputations relatives à sa conduite envers l'empereur et l'impératrice au mois d'août 1870 et jusqu'au 4 septembre, puis la manière dont à été reproduit et commenté le jugement porté sur l'ex-gouverneur de Paris par la commission d'enquête par M. le maréchal de Mac-Mahon.

ÉCHOS DE PARTOUT

Hier soir mardi, MM. les artistes qui ont envoyé des tableaux au palais de l'Industrie pour la prochaine exposition, ont voté pour former la liste du jury.

MM. Baudry, Bonnat, G. Boulanger, Jules Breton, Brian, Cabat, Delaunay, Dubufe, Fromentin, Jalabert, Mazerolle, Meissonnier, Bernier, Pils, Gleyre, Puvion de Chavanne, Robert Fleury, H. Rousseau, Busson et Worms se portaient candidats.

La liste des élus ne sera connue que dans la journée.

Quatre mille trois cent quarante-trois œuvres d'art, tableaux et statues, ont été présentées, et seront soumises à l'examen du jury.

C'est environ deux mille œuvres de moins qu'aux expositions des dernières années de l'Empire.

Vendredi prochain, à une heure très précise, sera exécuté à l'église Saint-Eustache, par des sociétés artistiques, le *Stabat Mater* de Rossini.

M. de Gramont a quitté Paris avant-hier, se rendant en Angleterre, où il va passer la belle saison.

MM. Barbereau, Ernest Reyer et Servet ont été désignés par le sort comme jurés adjoints pour juger cette année la cantate du prix de Rome.

Le *Sicéle* est en pleine révolution; l'arrivée de M. Peyrat, qui amène avec lui plusieurs de ses collaborateurs de l'*Avenir national*, a nécessité des changements considérables dans la rédaction.

Le conseil d'administration du *Sicéle* a décidé que des indemnités seraient accordées à ceux des rédacteurs qui quitteraient le journal, par suite de l'arrivée de M. Peyrat.

Le baron Leroy, ancien sénateur et ancien préfet de Rouen, est en ce moment à Nice.

Mme la comtesse de Paris doit arriver lundi à Cannes avec ses jeunes enfants et plusieurs dames de sa suite.

La comtesse, qui vient rendre visite à Mme la duchesse de Montpensier, sa mère, descendra, croyons-nous, à la villa Talbot.

Mlle Blanche d'Antigny vient d'acheter un peignoir comme il y en a probablement bien peu en Europe... un peignoir chinois, en soie blanche d'une finesse extraordinaire.

Ce peignoir est orné de dessins aux couleurs éclatantes, faits avec un fini inouï. Le dos représente une scène d'amour : une Chinoise, accoudée à son balcon, à la hauteur de l'épaule de Mlle d'Antigny, écoute un gentleman de Pékin, agenouillé un peu plus bas que la taille.

Par devant, une scène de bataille, admirablement dessinée.

Le peignoir vaut 8,000 francs.

Nous avons rencontré hier M. Courbet. Il entrât à la préfecture de police, où il avait demandé une audience à M. Léon Renault. L'ex-membre de la Commune voulait-il solliciter l'autorisation de reboulonner la colonne ?

Courbet a beaucoup vieilli : sa démarche est traînante et paresseuse; ses cheveux sont presque complètement blancs. Il était accompagné d'un individu vêtu d'un veston de velours et coiffé d'un chapeau pointu.

Tous les soirs, Courbet se rend à la brasserie Suisse, rue de l'École-de-Médecine. Il y absorbe force bocks, en compagnie d'étudiants de dix-septième année, qui le considèrent comme un Dieu.

Victor Hugo, va prendre de temps en temps une absinthe suisse dans une petite brasserie de la rue Larochehoucauld, avec un ancien camarade d'exil.

Il n'appelle le patron que du nom de *Gillette*. Quand on lui en demande la raison il prétend que c'est parce que un brasseur n'est autre chose qu'un *travailleur de l'amer*. DON SPAVENTO.

LES THEATRES

Les théâtres subventionnés cessent, à partir de demain jeudi, le cours de leurs représentations, pour le reprendre dimanche.

Les deux concerts spirituels, annoncés pour jeudi et samedi à l'Opéra-Comique, n'auront pas lieu.

Le Théâtre-Italien, suivant les traditions, remplace les représentations de jeudi et de samedi par deux concerts.

Dans le premier, Mmes Albini, Penco; MM. Gardoni, Menu, et les chœurs interpréteront la messe solennelle de Rossini.

Un *Salve Regina*, de Meyerbeer, chanté par les chœurs; *Pietà Signore*, de Stradella, par M. Delle-Sedie; un air d'*Elie*, de Mendelssohn, par Mmes Trebelli, etc., etc., tels sont les différents morceaux qui figurent sur le programme avec l'œuvre posthume du grand maître italien.

Autre concert spirituel, vendredi-saint, au Théâtre du Châtelet, qui sera forcé d'interrompre pour un jour le grand succès de *Danielle Matin*. (Le drame de MM. Lorbac et Dharmenton, a fait 6,000 fr. de recette dimanche dernier.)

Mlle Thibault et M. Caron de l'Opéra, et M. Th. Ritter le célèbre pianiste ont promis leur concours à M. de Besselièvre, l'organisateur de cette solennité musicale.

M. Caron chantera la *Quatrième parole* du Christ

